



MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

MARCHE SENSIBLE

Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

**MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCEDURE FORMALISÉE
EN APPLICATION DES ARTICLES R.2124-1 ET R.2124-2, 1°
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

MAITRE DE L'OUVRAGE

ÉTAT – MINISTERE DES ARMEES ET DES ANCIENS COMBATTANTS

CONDUCTEUR D'OPERATION

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DEFENSE ILE-DE-FRANCE**

OBJET DU MARCHÉ

**ACCORD-CADRE MULTI ATTRIBUTAIRE RELATIF A LA PRODUCTION D'ETUDES AMONT ET DE
PROGRAMMES FONCTIONNELS ET TECHNIQUES DETAILLES**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. - OBJET DE L'ACCORD-CADRE, DURÉE ET CARACTÉRISTIQUES	4
1.1.1. - OBJET	4
1.1.2. - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	4
1.1.3. - CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE	5
1.1.3.1 – DÉROGATIONS AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITÉ	5
1.1.3.2 – INTERDICTION / INCOMPATIBILITÉ	5
1.1.3.2 – ALLOTISSEMENT	5
1.2. - PRESTATIONS INTERESSANT LA DÉFENSE	6
1.2.1. - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES DE CONTRÔLE ET D'ACCÈS	6
1.2.1.1. - MESURES DE SÉCURITÉ PROPRES À LA DÉFENSE	6
1.2.1.2. - CONTRÔLE NOMINATIF	6
1.2.1.3. - CONTRÔLE DES ACCÈS	7
1.2.1.4. - CONTRÔLE DES VÉHICULES	7
1.2.1.5. - RESTRICTIONS DIVERSES	7
1.2.2. - PROTECTION DU SECRET	7
1.2.2.1 - MARCHÉ SENSIBLE	7
1.2.2.2. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	7
1.2.2.3. - OBLIGATION DE DISCRETION	7
1.2.2.4. - DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX LIVRABLES « DIFFUSION RESTREINTE »	8
1.3. - COMMUNICATION AU TITULAIRE	10
1.4. - INTERVENANTS	10
1.4.1. - L'ACHÉTEUR	10
1.4.2. - PERSONNES HABILITÉES PAR L'ACHÉTEUR DE L'ACCORD-CADRE À ÉMETTRE ET SUIVRE LES BONS DE COMMANDE	10
1.4.3. - PERSONNE REPRÉSENTANT LE TITULAIRE	11
1.4.4. - MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES OU JURIDIQUES DANS LA SITUATION DU TITULAIRE	11
1.4.5. - SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 2. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	12
2.1. - PIÈCES PARTICULIÈRES CONTRACTUELLES	12
2.2. - PIÈCES PARTICULIÈRES NON CONTRACTUELLES	12
2.3. - PIÈCES GÉNÉRALES CONTRACTUELLES	13
2.4. - PIÈCES GÉNÉRALES NON-CONTRACTUELLES	13
2.5. - PIÈCES À DELIVRER AU TITULAIRE – CÉSSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES	13
ARTICLE 3. - MISSIONS DU TITULAIRE	13
3.1. – RÉPARTITION DES COMMANDES ENTRE LES TITULAIRES	13
3.2. – ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	13
3.3. – CONTENU DES BONS DE COMMANDE	14
3.4. – DURÉE DE VALIDITÉ DES BONS DE COMMANDE	14
ARTICLE 4. - DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS – PÉNALITÉS	15
4.1. – DÉLAIS	15
4.2. – PRIME D'AVANCE	15
4.3. – PÉNALITÉS	16
4.3.1. - PÉNALITÉS POUR RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS AVANT ET PENDANT L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
4.3.2. - PÉNALITÉS DIVERSES	16
ARTICLE 5. - LIVRABLES	17
5.1. - PRÉSENTATION DES LIVRABLES	17
5.2. - LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES (RFR)	18
ARTICLE 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	18

6.1 – CLAUSE SUR LES LIVRABLES	18
6.2 – PLAN DE PROGRES	18
6.3 - ALLEGEMENT DE L'IMPACT CARBONE DES FLUX NUMERIQUES	19
ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE – LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS L'EXECUTION DU MARCHE	19
7.1 -PRESENTATION DU DISPOSITIF :	19
7.2 - MODALITES DE SUIVI ET CONTROLE DE L'ACTION :	19
ARTICLE 8. - PRESTATIONS – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	19
8.1 – CONTENU DES PRIX.....	19
8.2 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	20
8.2.1 - ACOMPTES	20
8.2.1.1 - DEMANDE D'ACOMPTE.....	20
8.2.1.2 - ACOMPTE.....	21
8.2.3 - PAIEMENT PARTIEL	21
8.2.3.1 - FACTURE PARTIELLE	21
8.2.3.2 - PAIEMENT PARTIEL.....	21
8.2.4 - SOLDE.....	21
8.2.4.1 - FACTURE FINALE	21
8.2.4.2 - SOLDE	21
8.3 - VARIATION DANS LES PRIX	21
8.3.1 - MODE DE VARIATION DES PRIX	22
8.3.2 - MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE	22
8.3.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	22
8.3.4 - MODALITES DE REVISION DES PRIX	22
8.3.5 - APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE :	22
8.4 - DELAIS GLOBAUX DE PAIEMENT	22
8.4.1 - POINT DE DEPART DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	22
8.4.2 - SUSPENSION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	23
8.5 – FACTURATION DEMATERIALISEE	23
8.6 - INTERETS MORATOIRES	24
8.7 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	24
8.7.1 - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE	24
8.7.2 - MODALITES DE PAIEMENT DIRECT	24
ARTICLE 9. - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ	25
9.1 - RETENUE DE GARANTIE	25
9.2 - AVANCES	25
ARTICLE 10. - ADMISSION DES LIVRABLES ET PRESTATIONS.....	26
10.1. OPERATIONS DE VERIFICATION	26
10.1.1. DELAIS DE VERIFICATION	26
10.2. ADMISSION DES LIVRABLES.....	26
10.3 - ADMISSION DES PARTIES TECHNIQUES	26
10.4 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	27
10.5 - CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM).....	27
ARTICLE 11. - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	27
ARTICLE 12. RESILIATION DU MARCHE	27
12.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	27
12.2. RESILIATION POUR AUTRES MOTIFS	28
ARTICLE 13. – PROPRIETE INTELLECTUELLE	28
13.1. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES.....	28
13.2. SAVOIR-FAIRE.....	28
13.3. REGIME DES RESULTATS.....	28
13.4. DESTRUCTION DES DONNEES.....	29
ARTICLE 14. – REPARATION DES DOMMAGES ET ASSURANCES.....	29
ARTICLE 15. – OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS	29
15.1. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	29
15.2. ASSURANCES.....	30
ARTICLE 16. – DIFFERENDS ET LITIGES	30
ARTICLE 17. - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	31

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Préliminaire : le cahier des clauses administratives générales de prestations intellectuelles (C.C.A.G PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché. La liste des dérogations à ce document appliquées par le présent CCAP figure en dernière page.

Préambule : L'acheteur est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

1.1. - OBJET DE L'ACCORD-CADRE, DUREE ET CARACTERISTIQUES

1.1.1. - OBJET

Le présent marché est un accord-cadre, multi-attributaire, à bons de commande sur bordereaux de prix unitaires (BPU), sans montant minimum et avec un montant maximum de 4 000 000 € HT pour 4 ans, conformément aux dispositions des articles L. 2125-1, R. 2121-8, R. 2162-1, R. 2162-6 et R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur la rédaction d'études de faisabilité, de programmes fonctionnels et techniques détaillés ainsi que sur l'assistance pour le choix des candidatures et offres des marchés de maîtrise d'œuvre ou des marchés globaux, tant sur des projets de construction neuve ou d'extension que des projets de réhabilitation.

Pour l'ensemble des lots, les lieux des prestations sont prévus sur les emprises militaires relevant du périmètre géographique du service d'infrastructure de la défense d'Ile de France (SID-IDF), également soutenues par ses organismes subordonnés (unités de soutien de l'infrastructure de la défense – USID). Ces emprises se situent dans les départements : 75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95, 60, 62 et 80.

Dans les cas des bons de commandes émis par le Service d'infrastructure de la défense Expertise et Production nationale (SID EPN), conformément à l'article 1.4.2 du présent CCAP, leur périmètre est national.

1.1.2. - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est la durée pendant laquelle les bons de commande peuvent être émis.

La durée initiale de l'accord-cadre, c'est-à-dire sa durée de validité avant toute reconduction, est d'un (1) an à compter de sa date d'effet. Eu égard au nombre de lots, et au fait qu'ils ne peuvent être tous notifiés le même jour, une date d'effet commune sera fixée au stade de leur notification. Cette date d'effet ne saurait excéder de plus de trente (30) jours la date de notification.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois (3) fois, par période d'une année, sans que la durée ne puisse excéder quatre (4) années par rapport à la date d'effet de l'accord-cadre. La date d'effet de la première reconduction interviendra un an après la date d'effet de l'accord-cadre et se substituera à cette dernière pour les modalités d'application de la variation des prix mentionnée à l'article 8.3 du présent CCAP. La même règle s'applique pour les dates des futures reconductions.

L'acheteur n'est pas tenu de reconduire tous les lots et il peut être procédé à la reconduction d'un ou plusieurs lot(s).

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction d'un lot, conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique. En cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité. La non reconduction du présent accord-cadre devra intervenir par décision de l'acheteur écrite et notifiée à chacun des titulaires du lot du présent accord-cadre au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

1.1.3. - CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

1.1.3.1 – DEROGATIONS AU PRINCIPE D'EXCLUSIVITE

Exclusivité de l'accord cadre :

L'acheteur s'engage à avoir recours au présent accord-cadre et à acquérir par son biais, l'ensemble des besoins décrits et définis dans les documents contractuels.

L'acheteur se réserve la possibilité de déroger au principe d'exclusivité en cas de nécessité d'une habilitation pour une opération.

Ce principe d'exclusivité ne s'applique pas au lot n°4 : Monuments historiques. Ainsi, l'acheteur se réserve la possibilité de recourir à un tiers, sans préjudice et indemnités pour le(s) titulaire(s).

Exclusivité entre lots :

Les études portant sur les ouvrages de santé, hospitaliers et laboratoires seront commandées exclusivement au lot 3 en raison du caractère technique des opérations.

1.1.3.2 – INTERDICTION / INCOMPATIBILITE

En vertu du principe de la liberté d'accès à la commande publique, il ne peut être interdit au titulaire du présent accord-cadre de soumissionner à la consultation du marché de maîtrise d'œuvre ou du marché global initiée sur la base du programme qu'il aura préalablement rédigé, en exécution d'un bon de commande émis au titre du présent accord-cadre. Il appartiendra cependant à l'acheteur de veiller à ce que les informations recueillies et les connaissances acquises par le titulaire, lors d'un bon de commande exécuté au titre du présent accord-cadre, ne lui procurent pas un avantage concurrentiel certain sur les autres soumissionnaires, en garantissant, dans la phase de consultation, le même niveau d'informations à l'ensemble des candidats potentiels.

En revanche, cette interdiction de soumissionner s'appliquera au titulaire du présent accord cadre dans l'hypothèse où l'acheteur décide de lui confier l'exécution de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage relative à l'analyse des candidatures et des offres du marché de maîtrise d'œuvre.

1.1.3.2 – ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre est décomposé en les lots suivants :

LOTS	MONTANT MAX	OBJET
Lot 1	1 052 000 € HT	<u>Etudes amont :</u> schéma directeur d'aménagement d'emprise, étude de faisabilité, fiche orientation définition et dossier de site (<u>hors monument historiques et infrastructures de santés, hospitalières et laboratoires</u>)
Lot 2	1 952 000 € HT	<u>Programme</u> (hors monument historiques et infrastructures de santés, hospitalières et laboratoires)
Lot 3	611 000 € HT	<u>Infrastructures de santé, hospitalières et laboratoires :</u> études amont et programme
Lot 4	385 000 € HT	<u>Monuments historiques :</u> études amont et programme

Les différentes phases et parties techniques sont détaillées aux cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) de chaque lot.

1.2. - PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE

1.2.1. - DISPOSITIONS PARTICULIERES DE CONTROLE ET D'ACCES

1.2.1.1. - MESURES DE SECURITE PROPRES A LA DEFENSE

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la Défense ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations du C.C.A.G/PI notamment en son article 5.3.

L'entreprise est informée que l'ensemble du personnel participant aux prestations fera l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire) lors de la période de préparation. L'enquête administrative est effectuée dans un délai moyen de deux mois. La délivrance des autorisations peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères. Le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable de l'allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisation qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel.

Le titulaire est informé que toute personne faisant l'objet d'une enquête administrative « avec réserve » se verra automatiquement refuser l'accès au site. Le titulaire s'engage dans cette hypothèse à remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

1.2.1.2. - CONTROLE NOMINATIF

Au stade de l'attribution de chaque lot, l'acheteur exigera du titulaire la production :

- **d'une liste nominative des personnels participant aux prestations** (conforme à celle annexée à l'acte d'engagement) comportant pour chacun des personnels les informations suivantes :
 - *Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance avec le code postal ;*
 - *Nom et implantation géographique de l'entreprise avec code postal.*
 - *Les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorisent les articles D1221-23, D1221-24, D1221-25 et R1221-26 du code du travail, le maître d'ouvrage exigera la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, ne pourra pas participer à l'exécution du contrat.*
- pour chacun d'entre eux, d'une **demande de contrôle primaire** (pour la réalisation de l'enquête administrative) dont le formulaire et les modalités de complétude seront communiquées à l'appui de la lettre d'attribution.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G. / P.I., afin qu'il y ait toujours au moins deux personnes présentant un contrôle élémentaire « sans réserve » dans la liste annexée à l'acte d'engagement, en cas de contrôle élémentaire « avec réserve » affectant un ou plusieurs personnels, le titulaire pourra proposer un (ou plusieurs) nouveau(x) personnel(s) à compétence et expérience équivalentes à l'acheteur (SID-IDF, Sous-direction achats et comptabilité).

Le titulaire devra à cette occasion fournir le CV du nouveau personnel proposé et son formulaire de demande de contrôle primaire. Sous réserve de la complétude du dossier, l'absence de récusation du personnel par le maître d'ouvrage dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande, vaut acceptation du nouveau personnel proposé.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de proposer au moins deux personnes présentant un contrôle primaire « sans réserve », l'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre s'agissant du lot concerné aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le site sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

1.2.1.3. - CONTROLE DES ACCES

Les conditions d'admission et de circulation pouvant varier d'un site à l'autre, le maître d'ouvrage précisera au titulaire les formalités à accomplir à l'occasion de l'émission de chaque bon de commande. Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

1.2.1.4. - CONTROLE DES VEHICULES

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'ouvrage.

1.2.1.5. - RESTRICTIONS DIVERSES

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.2.2. - PROTECTION DU SECRET

1.2.2.1 - MARCHE SENSIBLE

Le présent marché est un marché dit SENSIBLE.

1.2.2.2. - DISPOSITIONS GENERALES

En complément des dispositions figurant à l'article 5.1.1 du CCAG / PI, tout personnel de la société ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'informations portant sur les études et prestations concernées.

En application de l'article 5.1 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers. Il doit notamment informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit aussi s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- L'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- Les articles 413-9 et 413-12 du code pénal.

1.2.2.3. - OBLIGATION DE DISCRETION

Le titulaire reconnaît qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle (annexe n° 1 du présent CCAP) par laquelle lesdits personnels attestent :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Le titulaire s'engage :

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'acheteur, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les personnes devant participer aux prestations du présent marché devront préalablement avoir fait l'objet d'une enquête administrative conformément à l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserve d'avoir rempli les obligations citées dans le paragraphe précédent :

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant dans les conditions fixées à l'article 39 du C.C.A.G P.I, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

1.2.2.4. - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX LIVRABLES « DIFFUSION RESTREINTE »

Les documents fournis par le maître d'ouvrage et les livrables du titulaire portant la mention « Diffusion Restreinte » seront établis en une annexe rendue contractuelle à chaque bon de commande.

1. le titulaire s'engage à ne pas rendre publiques les versions de travail et la version définitive, de ces livrables, sauf autorisation expresse de l'acheteur public.
2. Le titulaire s'engage à ne communiquer les versions de travail et la version définitive des livrables portant la mention « Diffusion Restreinte » qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché.

3. Les versions de travail et la version définitive des livrables portant la mention « Diffusion Restreinte » ne peuvent être détenues que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire et dont la liste est tenue à disposition de l'acheteur public et de tous les représentants de ce dernier.

4. Le titulaire s'engage à ce que les versions de travail, la version définitive des livrables portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies soient conservées dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur réception.

5. La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des versions de travail et de la version définitive des livrables portant la mention « Diffusion Restreinte », doit être limitée au strict nécessaire à l'exécution de la prestation.

6. Le titulaire s'engage à transmettre les versions de travail, la version définitive des livrables portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies, uniquement :

- à l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par le titulaire ;
- vers l'extérieur :
 - o sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion Restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - o par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par un moyen garantissant la bonne réception du document ;
 - o par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf si ces documents relèvent de la mention « Spécial France » ; dans ce cas, ces documents ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

Le titulaire s'engage à ce que les documents « Spécial France », et leurs éventuelles copie, ne soient communiqués, en aucune circonstance, en tout ou partie, à un Etat étranger ou à l'un de ses ressortissants, à une organisation internationale ni à une entreprise de droit étranger.

7. Pour le traitement, le stockage ou la transmission des versions de travail, de la version définitive des livrables portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple, pour la transmission du type logiciel ACID cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI. Les documents informatiques « Spécial France », ne peuvent être acheminés, par voie électronique, que par un canal national spécifique de transmission offrant toutes les garanties de sécurité et de cloisonnement répondant notamment aux exigences visées à la dernière phrase du paragraphe 6.

8. Une fois les livrables portant la mention « Diffusion Restreinte » réceptionnés, le titulaire s'engage à :

- détruire toutes les versions papiers de travail et définitive de ces livrables et de leurs éventuelles copies (y compris, le cas échéant, celles réalisés par les opérateurs économiques auxquels il a envisagé de recourir) ;
- effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID cryptofiler ;

9. le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé de ses obligations même après achèvement ou résiliation du marché, pour quelque motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.

10. le titulaire s'engage à retranscrire ses obligations à tous ses sous-contractants qui ont besoin de connaître les versions de travail et les versions définitives des livrables portant la mention « Diffusion Restreinte » du présent marché

1.3. - COMMUNICATION AU TITULAIRE

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG PI, les OS sont écrits, signés, datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire ou en cas de groupement au mandataire, sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple. Le titulaire renvoie immédiatement un exemplaire après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit, dans un délai de 15 (quinze) jours décomptés ainsi qu'il est prévu à l'article 3.8.2 du C.C.A.G./P.I.

En précision de l'article 3.1 du C.C.A.G./P.I., toute décision ou communication de l'acheteur, de son représentant ou du maître d'ouvrage sera transmise par lettre recommandée avec accusé de réception ou via un ordre de service (OS) ou par voie dématérialisée avec accusé de réception. Un OS daté et signé du titulaire vaut récépissé.

Par dérogation à l'article 2 du C.C.A.G. / P.I., un ordre de service est un acte de conduite délégué au représentant de l'acheteur ou au maître d'ouvrage désignés à l'article 1.3.2 du présent CCAP.

1.4. - INTERVENANTS

1.4.1. - L'ACHETEUR

En application de l'article 3.3 du C.C.A.G. / P.I., le Directeur du Service d'infrastructure de la Défense Ile-de-France (SID-IDF) est l'acheteur habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre. A ce titre, il est le seul à pouvoir prendre des actes modificatifs de l'accord-cadre et à résilier ce dernier.

Les coordonnées de l'acheteur sont :

Ministère des Armées et des anciens combattants
Service d'infrastructure de la Défense Ile-de-France
Sous-Direction Achats et Comptabilité
Base des Loges – 8 avenue Président Kennedy – BP 40202
78102 Saint-Germain-en-Laye

1.4.2. - PERSONNES HABILITEES PAR L'ACHETEUR DE L'ACCORD-CADRE A EMETTRE ET SUIVRE LES BONS DE COMMANDE

La signature des bons de commandes est organisée conformément à l'article 1 de la « décision portant délégation de signature en matière de marchés publics et d'accords-cadres » en vigueur le jour de leur notification au sein du SID-IDF.

Elle est consultable sur www.achats.defense.gouv.fr ou sur demande auprès de la Sous-direction Achats et Comptabilité du SID-IDF.

Cette même personne, ci-après appelée « représentant de l'acheteur » est habilitée à mettre fin, par ordre de service, à l'exécution du bon de commande qu'elle a signé, soit au terme d'une partie technique soit en cours d'exécution d'une partie technique.

En précision de l'article 3.3 du C.C.A.G. P.I., pour les besoins de l'exécution du marché, le représentant de l'acheteur fait assurer le suivi et le contrôle de l'exécution des bons de commande par un maître d'ouvrage désigné sur chaque bon de commande.

En plus du SID-IDF, pour des besoins spécifiques liés à la standardisation de certaines opérations de travaux, cet accord-cadre pourra être utilisé par le service d'infrastructure de la défense Expertise et Production nationale (SID EPN).

1.4.3. - PERSONNE REPRESENTANT LE TITULAIRE

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/PI, le titulaire du marché désigne dans les conditions fixées au CCTP de chaque lot les personnes physiques habilitées à exécuter la mission du bon de commande (titulaire et suppléant). Les documents et avis devront être signés par le responsable physique de l'exécution du bon de commande désigné dans les conditions ci-avant.

En cas de changement de la ou des personnes physiques précédemment désignées, le titulaire devra en informer par écrit et sans délai le maître d'ouvrage conformément à l'article 3.4.3 du CCAG/PI pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. L'acheteur se réserve la possibilité de rejeter une telle demande si les compétences ou l'expérience de la personne physique sont inadéquates ou insuffisantes.

Il appartient au titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

1.4.4. - MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES OU JURIDIQUES DANS LA SITUATION DU TITULAIRE

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG, le titulaire est tenu de notifier, sans délai, à l'acheteur toute modification administrative ou juridique de sa société intervenant lors de l'exécution du marché qui se rapportent :

- à la forme juridique ou l'actionnariat sous laquelle ou lequel il se présente ;
- à sa nationalité ;
- à son domicile ou à son siège social ;
- au montant de son capital social ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ;
- et d'une façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il ne respecte pas cette obligation, il s'expose à la résiliation du marché pour faute du titulaire en application de l'article 39.1 du CCAG / PI.

1.4.5. - SOUS-TRAITANCE

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le maître d'ouvrage **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclik.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 7 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au maître d'ouvrage par une demande d'acte spécial modificatif.

L'acte spécial devra être adressé au maître d'ouvrage.

Conformément à l'article L2193-8 du Code de la commande publique, toute demande de sous-traitance anormalement basse ou de modification de sous-traitance au moment de l'exécution du marché, remettant en cause le marché initial, se verra être refusée.

ARTICLE 2. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

2.1. - PIECES PARTICULIERES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- l'**Acte d'Engagement** (AE) et ses annexes ;
- le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) et son annexe n°1 – déclaration de responsabilité, son annexe n°2 – Guide de démarrage SUBCLIC (déclaration de sous-traitants) ;
- les **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) de chaque lot et :
 - Lot 1 – Annexe 1,
 - Lot 2 – Annexes 1, 2 et 3,
 - Lot 3 – Annexes 1,2 et 3,
 - Lot 4 – Annexes 1,2 et 3,
- les **bordereaux de prix unitaire** (B.P.U.) de chaque lot ;
- le **mémoire technique fourni à l'appui de l'offre** propre à chaque titulaire ;
- les **actes spéciaux de sous-traitance**, étant établi que le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de décomposition du prix global et forfaitaire et que les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix.
- Les **annexes établies en cours de réalisation des bons de commande** telles que décrites à l'article 1.2.2.4 du présent CCAP.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seul foi.

2.2. - PIECES PARTICULIERES NON CONTRACTUELLES

Les pièces ci-dessous sont contenues dans le dossier de consultation mais ne sont pas contractuelles :

- Le devis quantitatif estimatif (DQE) de chaque titulaire,
- Lot 1 – Annexes 2 (a,b,c,d,e,f,g,h),
- Lot 3 – Annexes 4 (a,b,c,d,e),
- Lot 4 – Annexes 4 (a,b,c,d,e).

2.3. - PIECES GENERALES CONTRACTUELLES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 8.3.2 du présent CCAP, sauf pour ceux dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française :

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui le modifie.

2.4. - PIECES GENERALES NON-CONTRACTUELLES

- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

2.5. - PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

Les pièces à remettre au titulaire sont celles prévues par l'article 4.2 du CCAG dans les conditions prévues par ce dernier. Il est précisé qu'au titre de cet accord-cadre, conformément à l'article R.2191-51 du code de la commande publique, le certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique ne sera délivré sur demande du titulaire qu'au titre de chaque bon de commande qui lui aura été préalablement notifié.

ARTICLE 3. - MISSIONS DU TITULAIRE

3.1. – REPARTITION DES COMMANDES ENTRE LES TITULAIRES

L'attribution des bons de commande s'effectuera **à tour de rôle**, selon l'ordre établi à la suite du classement des offres remises à l'accord-cadre.

Les missions feront l'objet de bons de commande notifiés aux titulaires. Ils pourront être successifs et émis au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

Les phases et parties techniques prévues au CCTP de chacun des lots sont indépendantes et pourront être commandées individuellement ou simultanément par le représentant de l'acheteur selon son besoin.

Concernant la phase « Programme », la commande de la partie technique relative au programme finalisé impliquera forcément la commande préalable d'une partie technique relative au pré-programme.

Concernant l'exécution des lots 3 et 4, pour la continuité de la mission, le titulaire ayant exécuté le premier bon de commande au titre d'une opération se verra prioritairement attribuer l'exécution des phases suivantes commandées pour cette même opération. L'acheteur se réserve néanmoins le droit de changer de titulaire entre deux phases dans l'hypothèse où le titulaire en charge d'un bon de commande n'a pas donné entière satisfaction dans l'exécution de sa mission.

3.2. – EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont passés à la survenance du besoin et ce durant la période de validité de l'accord-cadre.

Au moment de la transmission du projet de bon de commande par voie dématérialisée avec accusé réception, le représentant de l'acheteur fixe le délai dans lequel le titulaire doit accepter l'exécution du bon de commande sans que ce délai ne puisse être inférieur à trois (3) jours ouvrés. Le silence gardé par le titulaire dans le délai précisé au CCTP, vaut refus de l'exécution de la commande et autorise la

personne ayant reçu délégation pour émettre des bons de commande, à attribuer le bon de commande au titulaire suivant.

Les modalités précises d'établissement du bon de commande selon la ou les phase(s) concernée(s), une pré-phase ou une réunion de définition de besoin, sont précisées au CCTP de chaque lot.

La commande est acceptée par le titulaire :

- Par courriel, dès lors qu'il transmet en retour par voie dématérialisée le bon de commande validé par ses soins. Le retour signé du titulaire vaut notification ;
- Par bon de commande automatisé via CHORUS FORMULAIRE, l'envoi valant acceptation du titulaire et notification.

Conformément à l'article 1.3.3. du présent CCAP, le titulaire désigne dans les conditions prévues au CCTP le nom et les coordonnées des personnels (a minima un titulaire et un suppléant) qui seront chargés d'exécuter la commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. / P.I., si la commande qui lui est passée ne lui permet pas d'assurer entièrement la mission telle qu'elle est définie au CCTP et telle qu'elle a été discutée et validée en pré-phase ou en réunion de définition de besoin, le titulaire est tenu d'alerter par écrit le représentant de l'acheteur ou le maître d'ouvrage dans un délai fixé par ce dernier sans que ce délai ne puisse être inférieur à trois (3) jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande. *(Exemple : lorsque le nombre de visites sur site ou de réunions fixé par le représentant de l'acheteur ou le maître d'ouvrage ne lui apparaît pas suffisant pour remplir sa mission).*

3.3. – CONTENU DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande contient notamment :

- les noms et adresse du titulaire (et du cotraitant le cas échéant) ;
- les références de l'accord-cadre (n° lot, n° EJ et date de notification) ;
- les références du bon de commande (numéro et date) délivrées par la sous-direction achats et comptabilité ;
- le numéro d'engagement juridique (n° EJ) du bon de commande ;
- le numéro du service exécutant ;
- le nom du service émetteur de la commande ainsi que les coordonnées de l'interlocuteur du SID ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations à exécuter (par référence au BPU) et leur quantité ;
- le délai de remise du/des premier(s) livrable(s) ou la date de la première réunion selon la phase et la partie technique considérée ;
- Les éventuelles indications de contraintes d'exécution et exigences particulières ;
- Le montant H.T et T.T.C de la commande calculé sur la base des prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU) pour chaque élément de mission ;
- L'application ou non de la prime d'avance telle que prévue à l'article 4.2 du présent CCAP ;
- Les éléments particuliers indiqués au CCTP de chaque lot ;
- La signature de la personne habilitée à signer le bon de commande.

3.4. – DUREE DE VALIDITE DES BONS DE COMMANDE

L'acheteur se réserve la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au terme de la durée de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande notifié avant la date de fin de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme, dans la limite de six mois après l'échéance de l'accord cadre.

ARTICLE 4. - DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS – PENALITES

Les missions et le détail des prestations attendues du titulaire du présent accord-cadre sont définis au sein des CCTP et leurs annexes respectives précisant les données d'entrées, les livrables, les délais de production estimés associés, ainsi que le nombre de visites de site et de réunions exigées pour chaque phase et partie technique constituant la mission. Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à assurer et à livrer la prestation demandée conformément aux règles de l'art, en la matière, tout en s'inscrivant dans le cadre des objectifs fixés par l'acheteur et notamment aux exigences de qualité fixées au CCTP.

4.1. – DELAIS

Le représentant de l'acheteur fixe le délai d'exécution du bon de commande à sa notification. Ce délai est déterminé en fonction de la quantité de phases et de parties techniques commandées, de la complexité de l'opération et en corrélation avec les délais standards mentionnés au CCTP.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, les dates de début et de fin d'exécution des prestations de chacune des parties techniques sont fixées par ordre de service.

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques.

Sauf ceux pour lesquels il est précisé « ouvrés » dans le CCTP, tous les délais exprimés en « jours » s'entendent en jours calendaires, conformément à l'article 3.2.2 du C.C.A.G. / P.I.

Ces délais ne comprennent pas les délais de validation du représentant de l'acheteur ou du maître d'ouvrage.

4.2. - PRIME D'AVANCE

Le présent accord-cadre prévoit la mise en place d'une prime pour la réalisation anticipée de la mission commandée.

Le titulaire ne peut prétendre à l'obtention de cette prime que si celle-ci est expressément prévue par le bon de commande émis par le représentant de l'acheteur. Le cas échéant, le représentant de l'acheteur indique le(s) livrable(s) concerné(s) par cette prime d'avance.

Les titulaires peuvent prétendre au versement de ladite prime dès lors qu'ils ont au minimum six (6) jours ouvrés d'avance sur la date de rendu définie par le représentant de l'acheteur, et sous condition que le rendu soit admis sans réserves.

A titre d'exemple : en cas de date limite de rendu fixée un mercredi, la titulaire peut percevoir la prime d'avance s'il remet son livrable le mardi de la semaine précédente ou plus tôt (6 jours ouvrés en cas de rendu le mardi). Le montant de l'avance versée sera en revanche calculé en jours calendaires (8 jours calendaires en cas de rendu le mardi).

Le montant de la prime d'avance est plafonné à 12,5% du montant HT du bon de commande. Ce montant n'est ni actualisable, ni révisable.

La prime d'avance est calculée selon la formule suivante :

$$\frac{Avance}{Délai} \times \frac{Montant}{2}$$

Où :

- Avance : Avance du titulaire par rapport à la date maximale de rendu du livrable, exprimée en jours calendaires ;

- Délai : Délai maximal laissé par le représentant de l'acheteur, calculé par l'écart entre la date de début d'exécution et la date maximale de rendu du livrable, exprimé en jours calendaires ;
- Montant : Montant initial du bon de commande notifié, exprimé en euros.

4.3. - PENALITES

Il est précisé que les pénalités prévues au présent CCAP peuvent se cumuler.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas automatiquement exonéré des pénalités qui ne dépasseraient pas 1 000 € H.T.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités pour retard sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le représentant de l'acheteur, hormis les documents faisant l'objet d'une demande spécifique par OS qui feront l'objet d'une mise en demeure préalable avec mention d'une date limite.

Le présent marché prévoit la possibilité d'appliquer une pénalité technique correspondant à l'annulation d'un tour de rôle. Les modalités d'exécution de cette pénalité sont prévues à l'article 4.3.2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total du bon de commande.

4.3.1. - PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DE DOCUMENTS AVANT ET PENDANT L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G./P.I., cette pénalité est applicable sur simple constatation à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document.

A la réception du document concerné, le représentant de l'acheteur établit par OS le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.

<i>Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des documents le titulaire du marché encourt une pénalité de</i>	
Retard dans la remise de document <u>avant</u> et <u>pendant</u> l'exécution des prestations	100 € HT / document / jour de retard

4.3.2. - PENALITES DIVERSES

PENALITES DIVERSES	
<i>Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI</i>	
Objet	Montant en €
Sous-traitance illégale	
<p>Le titulaire du marché encourt une pénalité pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur notifiée par ordre de service.</p> <p>Le titulaire est tenu d'inclure dans le sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant de l'acheteur une clause prévoyant « la résiliation du sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »). Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte). Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le site.</p>	1500 € HT/sous-traitance

Lutte contre le travail dissimulé	
Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction de l'acheteur.	10% du montant hors taxes du bon de commande, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.
Non-remise du laissez-passer	
La non remise du badge de laissez-passer	50 € HT
Non-respect des contraintes de protection du secret	
En cas de non-respect des contraintes de protection du secret prévues à l'article 1.2 du présent CCAP	150 € HT/constat
Dispositions environnementales	
En cas de non-respect des dispositions environnementales	100 € HT / non-respect
Dispositions sociales	
Manquements aux engagements contractuels relatifs à la lutte contre les discriminations de rémunération entre les femmes et les hommes mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché	2 000 € HT / constat
Absences aux réunions	
Une réunion a lieu sur convocation du maître d'ouvrage. Le compte-rendu de chaque réunion est notifié au titulaire par ordre de service. Les comptes rendus de réunions d'avancement valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante	150 € HT/absence
Non-respect des trames imposées	
En cas de non-respect des trames imposées	200 € HT/absence
Refus du bon de commande	
En cas d'absence de réponse du titulaire suite à la prise de contact du représentant de l'acheteur dans le délai fixé par ce dernier, ou suite à une réponse négative	Pénalité technique - saut du prochain tour de rôle
Reprises successives	
En cas de reprises successives (>2) sur le même bon de commande suite à la non-admission ou à l'admission avec réserve du livrable	Pénalité technique - saut du prochain tour de rôle Et 200 € HT / document concerné

ARTICLE 5. - LIVRABLES

La nature et le nombre de livrables sont déterminés dans le CCTP et ses annexes.

5.1. - PRESENTATION DES LIVRABLES

Le titulaire fournira chaque livrable en version informatique (fichier « .pdf » et fichier natif), ainsi qu'une version en papier recyclé, si demandé par le maître d'ouvrage au démarrage de la partie technique. Les plans, documents, dossiers et supports informatiques devront être soigneusement conditionnés.

Le titulaire devra se conformer aux trames imposées en réunion de démarrage et transmises en cours d'exécution du bon de commande.

Le titulaire pourra proposer des ajouts sur la base de ce canevas type, sous condition de validation de l'acheteur.

Sur tous les documents remis figureront les précisions suivantes :

- Nom du titulaire ;
- Date d'exécution des prestations ;
- Cartouche et logotype du SID IDF.

Les livrables seront vérifiés dans les conditions de l'article 10.1 du présent CCAP.

Si aucune trame n'est imposée en réunion de démarrage du bon de commande, le titulaire est libre de rédiger son rendu sous la forme qu'il souhaite à condition d'y intégrer, au minimum, les dispositions formelles précitées.

Avant tout échange de document par voie électronique (notamment par mail), le titulaire devra impérativement vérifier auprès du maître d'ouvrage que le document qu'il produit ne doit pas porter le marquage DIFFUSION RESTREINTE. En cas de marquage DIFFUSION RESTREINTE, il devra impérativement respecter les dispositions particulières applicables aux livrables désignés à l'article 1.2.2.4 du présent CCAP (portant le marquage DIFFUSION RESTREINTE)

5.2. - LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES (RFR)

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes. La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

ARTICLE 6 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

6.1 – CLAUSE SUR LES LIVRABLES

Tous les documents mis à disposition du maître d'ouvrage seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

6.2 – PLAN DE PROGRES

Le plan de progrès est le document via lequel le titulaire d'un bon de commande intégrera au sein d'une annexe à son étude de considérations environnementales dans le projet en tenant compte des retours d'expérience des projets et rendus demandés par le Service d'Infrastructure de la Défense Ile-de-France.

Cette annexe comprendra des suggestions synthétiques (dans une limite maximum de deux (2) pages) :
L'annexe pourra notamment détailler :

- 1) *des objectifs environnementaux mesurables et/ou considérations environnementales mesurables ;*
- 2) *les indicateurs de mesure ;*
- 3) *les actions pouvant être mises à la charge des différents intervenants dans l'exécution du marché ;*
- 4) *Traduction illustrées des objectifs et considérations susmentionnées au 1) ;*
- 5) *Identification des éventuels coût et gains financier pour le bénéficiaire résultant de la mise en œuvre des objectifs et considérations proposées ;*
- 6) *Proposition de matériaux, matériels, procédés innovants permettant de limiter l'impact environnemental lors de l'exécution des travaux et/ou garantissant la performance environnementale dans l'utilisation de l'ouvrage.*

6.3 - ALLEGEMENT DE L'IMPACT CARBONE DES FLUX NUMERIQUES

Le candidat décrit sa démarche mise en œuvre pour alléger l'impact carbone des flux numériques objet du présent marché incluant :

- 1) *Le niveau de compression utilisé pour les supports ;*
- 2) *Les modalités de transmissions des documents proposées pour les prestations objet du présent marché (espace de travail collaboratif, etc.).*

ARTICLE 7 - CLAUSE SOCIALE – LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS L'EXECUTION DU MARCHE

7.1 -PRESENTATION DU DISPOSITIF :

L'acheteur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant une clause sociale de lutte contre la discrimination entre les femmes et les hommes.

Conformément à l'article L.3221-2 et suivants du code du travail, le titulaire s'engage dans le cadre de l'exécution du marché à assurer que les femmes et les hommes mobilisés dans l'exécution du marché seront également rémunérés pour un même travail ou un travail de valeur égale.

7.2 - MODALITES DE SUIVI ET CONTROLE DE L'ACTION :

L'entreprise qui se verra attribuer le présent marché, devra transmettre une déclaration sur l'honneur et s'engager à promouvoir l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes pour un même travail ou travail de valeur égale.

Le titulaire transmettra une déclaration sur l'honneur relative au respect de l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes mobilisés dans le cadre de l'exécution du marché.

Cette déclaration sur l'honneur devra être transmise chaque année, à la date anniversaire du contrat à l'adresse suivante :

sid-ile-de-france-sai.referent.fct@intradef.gouv.fr

ARTICLE 8. - PRESTATIONS – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

8.1 – CONTENU DES PRIX

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont rémunérées en euros par l'application des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires (BPU).

Conformément aux lignes du bordereau des prix unitaires, le prix des prestations se fonde sur le coût des ETP/semaine et unités prévus pour la mission dite « standard » telle que décrite au CCTP de chaque lot, ainsi que sur le coût d'éventuelles prestations unitaires supplémentaires.

En cas de réduction du délai d'exécution et/ou une complexité avérée et justifiée pour réaliser une/des partie(s) technique(s), le titulaire pourra impacter sa proposition de chiffrage par l'augmentation du nombre d'ETP/semaine afin de refléter soit la complexité de l'étude, soit le calendrier contraint.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Ils sont réputés comprendre notamment :

- les frais de déplacement ;
- tous les frais d'assurances permettant au titulaire de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur, du représentant de l'acheteur, du maître d'ouvrage et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations ;
- les frais découlant de la prise en compte des contraintes opérationnelles et des restrictions d'accès au site ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- le temps passé pour les éventuelles visites et la participation aux réunions diverses (réunions d'avancement, etc.) comprenant la rédaction des comptes rendus, (y compris les frais de déplacements et d'hébergement) ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, à partir de la notification du marché ;
- le montant indiqué dans le BPU et le DQE, s'agissant des différentes réunions, prend en compte les frais de déplacement, le temps consacré aux formalités d'accès au site et les frais divers (ex: secrétariat).

Le temps minimum indiqué pour les réunions s'entend du temps effectif sur site hors temps consacré aux formalités d'accès au site et hors temps de trajet.

8.2 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Le titulaire ne peut prétendre au règlement de prestations que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande écrit.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de paiements partiels définitifs et, le cas échéant, d'acomptes puis d'un solde dans les conditions suivantes :

- après achèvement de chacune des phases ou parties techniques définies au CCTP ;
- toutefois, lorsque les prestations d'une phase ou partie technique s'exécutent sur une durée supérieure à trois mois, elles font l'objet d'acomptes versés trimestriellement.

Dans le cas où le titulaire serait une PME, conformément aux dispositions de l'article R.2191-22 du Code de la commande publique, les acomptes seront, sur sa demande écrite, versés mensuellement à compter du premier mois échu et leur montant sera calculé au prorata des prestations réellement achevées.

Les prestations incluses dans les phases décrites au CCTP ne peuvent faire l'objet de paiements partiels définitifs qu'après leur achèvement total et leur admission par le représentant de l'acheteur conformément à l'article 10 du présent CCAP.

Les demandes d'acomptes seront établies impérativement sous forme de facture avec une fiche de situation de prestations, basée sur le document de prix initial.

8.2.1 - ACOMPTES

8.2.1.1 - DEMANDE D'ACOMPTE

La demande d'acompte est établie par le titulaire sous forme de facture. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

8.2.1.2 - ACOMPTE

A partir de la demande d'acompte présentée sous forme de facture par le titulaire le maître d'ouvrage établit l'état de la facture à verser au titulaire. Par dérogation à l'article 11.3.2 du C.C.A.G. /P.I., le maître d'ouvrage tient compte, sur proposition du titulaire, de l'effet de la variation prévue par l'article 8.3 du C.C.A.P. ainsi que des pénalités et réfections applicables.

8.2.3 - PAIEMENT PARTIEL

Pour l'application des dispositions de l'article 11.7, du C.C.A.G/P.I., chaque phase ou partie technique décrite au CCTP donnera lieu à paiement partiel définitif.

8.2.3.1 - FACTURE PARTIELLE

Après admission des prestations d'une des phases ou parties techniques décrites au CCTP, le titulaire remet au maître d'ouvrage une facture des sommes dont il demande le paiement. Cette facture comporte notamment une récapitulation des acomptes versés et, éventuellement, le montant du solde restant dû.

Le maître d'ouvrage peut rectifier la facture.

Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif.

8.2.3.2 - PAIEMENT PARTIEL

Le montant de la facture est établi par le maître d'ouvrage. Il correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la partie technique considérée, diminué, le cas échéant, du montant cumulé des acomptes payés pour cette partie technique.

8.2.4 - SOLDE

8.2.4.1 - FACTURE FINALE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 10 du présent C.C.A.P., le titulaire adresse au maître d'ouvrage une facture finale correspondant aux prestations fournies.

Cette facture présentera un récapitulatif des paiements partiels déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant à la dernière partie technique réalisée.

Le maître d'ouvrage peut rectifier la facture finale. Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif.

8.2.4.2 - SOLDE

Après réception de la facture finale et constatation de l'achèvement de la partie technique considérée dans les conditions prévues à l'article 10 du C.C.A.P., le représentant de l'acheteur admet la mission par décision et met en œuvre son paiement final et définitif.

8.3 - VARIATION DANS LES PRIX

Les prix du présent accord-cadre sont unitaires, fermes et révisibles suivant les modalités fixées ci-après.

8.3.1 - MODE DE VARIATION DES PRIX

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont fermes et révisables suivant les modalités fixées ci-après.

8.3.2 - MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois figurant en page de garde du règlement de la consultation. Ce mois est appelé « mois zéro » (mois M0).

8.3.3 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix du marché est l'index **INGENIERIE** (identifiant 001711010) créé par la circulaire économie et finances C.C.M./121 du 19 février 1974 (base 100 en janvier 2010).

8.3.4 - MODALITES DE REVISION DES PRIX

La révision est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = 0.125 + 0.875 (I_n / I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois n par l'index de référence I du marché.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante : $PN \times (I_0 / I_n)$ dans laquelle, I_0 et I_n représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (PN).

8.3.5 - APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE :

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

8.4 - DELAIS GLOBAUX DE PAIEMENT

Le paiement des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde interviendra dans un délai maximum de **30 jours**.

8.4.1 - POINT DE DEPART DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Pour les avances avant acomptes

Le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours, compté à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations (bon de commande).

Pour les acomptes

Pour un acompte, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement du titulaire ou la date d'achèvement des prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière date est postérieure à la date d'admission par le maître d'ouvrage de la demande de paiement du titulaire.

Pour les paiements partiels et le solde

Le point de départ du délai global de paiement pour un paiement partiel définitif ou pour le solde, est la date d'admission par le maître d'ouvrage de la demande de paiement du titulaire, ou la date de la notification de la décision d'admission de la partie technique considérée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

8.4.2 - SUSPENSION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le maître d'ouvrage peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte, du paiement partiel définitif ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le maître d'ouvrage, un nouveau délai global de paiement est ouvert.

Ce nouveau délai est égal :

- au solde restant à courir à la date de suspension, si ce solde est supérieur à 25 jours ;
- à 25 jours, si ce solde est inférieur ou égal à 25 jours.

8.5 – FACTURATION DEMATERIALISEE

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

Le titulaire envoie ses factures sous forme électronique via le portail Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

Avant de pouvoir déposer sa facture, le titulaire doit disposer des 3 éléments suivants :

- **le code SE (N° SE : D10711L078) ;**
- **le numéro SIRET ETAT 11000201100044 ;**
- **le numéro d'engagement juridique.**

Les factures seront déposées dans l'onglet « factures émises ». Pour toutes questions relatives au paiement des factures, écrire à l'adresse suivante :

sid-ile-de-france.charge-fin.fct@intradef.gouv.fr

Chaque demande de paiement, transmise au plus tôt à la date à laquelle les paiements seront exigibles, sera adressée en toutes lettres, datée, signée et devra comporter les éléments suivants :

- le numéro du marché (et numéro d'EJ Chorus) et sa date de notification ;
- le numéro de bon de commande (et numéro d'EJ Chorus du BC) et sa date de notification ;
- les prestations auxquelles se rapporte la demande de paiement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bon(s) de livraison ;
- la raison sociale exacte du titulaire (ou du sous-traitant), son numéro d'inscription au registre du commerce, son numéro d'identification SIRET et la domiciliation des paiements (demande établie sur papier à en-tête de l'entreprise).

- Le comptable assignataire chargé des paiements est :

Direction Départementale des Finances Publiques des Landes
Service dépenses militaires – B.P. 20175
40003 Mont de Marsan Cedex

8.6 - INTERETS MORATOIRES

Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 du Code de la commande publique s'applique conformément à la réglementation.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la mise en paiement du principal inclus.

8.7 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

8.7.1 - DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre en sus de l'acte spécial :

- les renseignements mentionnés à l'article R.2193-1 du Code de la commande publique ;
- le compte à créditer ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du Code de la commande publique ;
- le comptable assignataire des paiements.

8.7.2 - MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

En cas de groupement

La remise de la facture à l'acheteur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues au bon de commande.

En cas de sous-traitance

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir au maître d'ouvrage les pièces justificatives, établies par les sous-traitants, revêtus de son acceptation ou de son refus motivé, accompagnées d'une attestation indiquant les sommes à régler par le représentant de l'acheteur à chaque sous-traitant concerné. Ces sommes tiennent compte d'une éventuelle variation dans les prix et incluent la TVA.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient impliqués dans une même facture, le titulaire doit faire parvenir l'ensemble des pièces justificatives relatives à ses sous-traitants dans un même envoi.

Il est précisé que le montant total des mandatement effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au maître d'ouvrage par acte spécial modificatif.

Sous-traitance de second rang

Le sous-traitant de second rang doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage

A cet effet, le sous-traitant de premier rang établira un acte spécial de sous-traitance, accompagné des attestations sur l'honneur usuelles. Ces documents seront ensuite transmis au titulaire du marché, lequel les transmettra à son tour au maître d'ouvrage, après avoir apposé sa signature sur l'acte spécial.

Le sous-traitant de premier rang devra également fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé.

En application de l'article L.2193-14 du Code de la commande publique, le non-respect de cette condition rend la sous-traitance nulle.

ARTICLE 9. - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

9.1 - RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.

9.2 - AVANCES

Une avance peut être versée au titulaire lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R2191-16 du Code de la commande publique (bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et durée d'exécution supérieure à deux (2) mois) sont remplies pour chaque bon de commande.

Pour faire valoir son droit au versement de l'avance, le titulaire devra en informer par écrit le représentant de l'acheteur.

L'option A de l'article 11.1 du C.C.A.G/ PI s'applique au présent marché.

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, le montant de l'avance est égal à 30% du montant toutes taxes comprises du bon de commande pour les PME, et 5% pour les autres entreprises.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire, qui figure à un décompte mensuel atteindra vingt pourcent (20 %) du montant initial des prestations du titulaire et prendra fin lorsqu'il aura atteint soixante-dix pourcent (70%).

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des prestations dû à chaque cotraitant dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de l'avance. Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque corps d'état est considéré comme un marché distinct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de cette avance.

Le paiement de l'avance pour le sous-traitant intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte spécial.

Conformément à l'article R.2193-20 du Code de la commande publique, le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article R. 2191-11 du Code.

ARTICLE 10. - ADMISSION DES LIVRABLES ET PRESTATIONS

10.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au marché. Compte tenu de la nature des prestations à réaliser, par dérogation à l'article 28.5 du CCAG / PI, la présence du titulaire n'est pas requise.

10.1.1. DELAIS DE VERIFICATION

Par dérogation à l'article 28.2 du C.C.A.G. / P.I. la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la date de remise des prestations par le titulaire.

Le délai d'admission des livrables court à compter de la date de réception du document par le représentant de l'acheteur, selon un mode de transmission permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception.

10.2. ADMISSION DES LIVRABLES

Par dérogation aux articles 28.1 et 29 du C.C.A.G. / P.I., les livrables mentionnés au C.C.T.P. ne pourront être, qu'acceptés, acceptés avec réserve ou refusés par le représentant de l'acheteur. Le représentant de l'acheteur se réserve le droit de prononcer une admission avec réserve ou un refus d'admission des livrables dès lors qu'il estime qu'il n'est pas conforme au cahier des charges.

Par dérogation à l'articles 29 du C.C.A.G. / P.I., à l'issue des opérations de vérification, le représentant de l'acheteur, ne prend une décision qu'en cas d'ajournement (dans les conditions fixées à l'article 29.2 du C.C.A.G. / P.I.) ou de réfaction. L'admission sans réfaction ou le rejet des prestations font quant à eux l'objet d'un simple constat par voie dématérialisée. L'admission prend effet à la date précisée dans ledit constat.

En cas d'admission avec réserve, ou de refus le titulaire devra reprendre ses études gratuitement, sans pouvoir prétendre à indemnité dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, sauf indication contraire expressément prévue par le représentant de l'acheteur. Ce délai court à compter de l'émission écrite de la demande du représentant de l'acheteur.

Les pénalités de retard seront appliquées à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti initialement pour fournir le document, et ce jusqu'au jour de remise par le titulaire du livrable admis par le représentant de l'acheteur.

Cette pénalité peut se cumuler à la pénalité pour demande de reprises successives (>2).

Dans les deux cas, le représentant de l'acheteur dispose, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus, pour prendre une nouvelle décision.

10.3 - ADMISSION DES PARTIES TECHNIQUES

Par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G. /P.I., l'admission de chacune des parties techniques et phases définies au CCTP ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent et qu'après que le titulaire ait rempli toutes ses obligations, le tout validé par ordre de service.

Par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G./P.I., la décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents ou avis sera notifiée au titulaire dans le délai d'un mois à compter de la remise complète des documents se rapportant à la partie technique ou à la phase concernée.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-avant, la prestation est considérée comme refusée avec effet à compter de l'expiration du délai, par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G./P.I.

En cas de rejet ou d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-avant.

10.4 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'admission de la dernière partie technique ou phase d'un bon de commande vaut admission de l'ensemble des prestations dudit bon de commande.

10.5 - CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION DE MARCHE (CBEM).

Le SID peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du SID qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, ou si le contrat est résilié aux torts du titulaire, ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire à la sous-direction achats et comptabilité qui lui a notifié le marché.

ARTICLE 11. - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G. / P.I., le représentant de l'acheteur visé à l'article 1.4.2 peut décider, au terme de chacune des parties techniques, soit de sa propre initiative, soit sur demande dûment motivée du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, objets du bon de commande de la phase considérée. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 22 du C.C.A.G. / P.I., l'arrêt de l'exécution des prestations n'entraîne pas la résiliation du marché mais met un terme à l'exécution du bon de commande considéré. La décision d'arrêter l'exécution des prestations d'un bon de commande au terme d'une partie technique ne donne lieu à aucune indemnité.

Le représentant de l'acheteur peut également décider, à tout moment au cours de l'exécution d'un bon de commande, de mettre un terme à son exécution en cas de défaillance du titulaire préalablement constatée et notifiée par ordre de service. Dans ce cas, l'arrêt de l'exécution des prestations n'entraîne pas la résiliation du marché mais met un terme à l'exécution du bon de commande considéré. La décision d'arrêter l'exécution des prestations d'un bon de commande dans ces conditions ne donne lieu à aucune indemnité. En cas de changement de prestataire entre les parties techniques, le transfert des prestations à un éventuel nouveau prestataire sera réalisé sans rupture de service.

ARTICLE 12. RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG PI.

12.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, celle-ci ne donnera droit à aucune indemnisation du titulaire, s'agissant d'un accord-cadre sans montant minimum.

12.2. RESILIATION POUR AUTRES MOTIFS

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de mettre fin à ce marché à n'importe quel moment et sans indemnité pour ce titulaire :

- en cas de non-respect des clauses contractuelles du cahier des charges ;
- en cas de non-respect de la législation et de la réglementation du travail en vigueur ;
- en cas de violation des obligations mentionnées à l'article 1.2 (Dispositions particulières à la Défense) du présent CCAP et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues ;
- en cas de décision ministérielle de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché.

Suite à résiliation, et en application des dispositions de l'article 27.1 du CCAG PI le représentant de l'acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues.

ARTICLE 13. – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les définitions des « résultats » et des « connaissances antérieures » sont celles prévues à l'article 32 du C.C.A.G. / P.I.

13.1. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES

Conformément à l'article 33 du C.C.A.G. / P.I, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures aux résultats et que ces dernières sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à l'acheteur et au tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats dans les conditions prévues par l'article 33.2 du C.C.A.G. / P.I.

A ce titre, le titulaire du marché s'engage à communiquer à l'acheteur au fur et à mesure du développement du résultat un rapport constitué de la liste complète des connaissances antérieures utilisées en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet, etc.), régime juridique. Un rapport est remis à l'acheteur avec la livraison finale du « résultat ».

Le titulaire du marché doit également s'assurer qu'il a acquis les droits permettant à l'acheteur de les exploiter dans le cadre du marché. Le cas échéant, les justificatifs utiles doivent être transmis.

13.2. SAVOIR-FAIRE

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à l'acheteur pour l'utilisation des résultats des prestations.

Les méthodes et le savoir-faire développés par le titulaire sont compris dans le marché.

13.3. REGIME DES RESULTATS

Les stipulations de l'article 35 du C.C.A.G. / P.I. sont applicables et font parties intégrantes du présent marché.

L'acheteur se réserve le droit de diffuser ou transférer les droits sur les résultats à d'autres opérateurs économiques dans le cadre de la passation ou de la réalisation de contrats publics.

Le prix des droits d'utilisation des résultats est inclus forfaitairement dans le prix du marché.

Par dérogation à l'article 35.3.1 du C.C.A.G. / P.I., en raison de la nature des résultats (livrables), l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés à l'occasion du marché.

13.4. DESTRUCTION DES DONNEES

Les dispositions de l'article 31 du C.C.A.G. / P.I. sont applicables et font parties intégrantes du présent marché.

ARTICLE 14. – REPARATION DES DOMMAGES ET ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 8 du C.C.A.G. / P.I., les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur ou de son représentant par le titulaire du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur ou son représentant du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur ou de son représentant.

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants agréés par l'acheteur doivent contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur ou de son représentant et des tiers, victimes d'accidents, ou de dommages causés par l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'article 9 du C.C.A.G. / P.I.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG / PI, il doit justifier dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de la garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur ou de son représentant et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

Dès lors que l'acheteur met à disposition du titulaire des moyens, les dispositions de l'article 18 du C.C.A.G. / P.I. s'appliquent.

ARTICLE 15. – OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS

15.1. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.

Conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché produit tous les six mois les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, et ce jusqu'à la date de fin du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire en application de l'article 39.1 a) du C.C.A.G./PI. La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

En application de l'article D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention

de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

15.2. ASSURANCES.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités résultant de l'accomplissement de sa mission.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 16. – DIFFERENDS ET LITIGES

A/ Règlement des litiges : Médiation

A défaut de résolution du litige ou différend de façon amiable conformément à l'article 16.B/ ci-après, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME –

Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr

Hors cette médiation interne au ministère des Armées et des anciens combattants, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

B/ Règlement amiable et contentieux des différents et litiges

Le règlement des différents et litiges s'opère en application de l'article 43 du CCAG / PI.

ARTICLE 17. - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Sauf dérogations citées ci-dessous, le CCAG / PI s'applique au présent marché.

Article CCAP	Dérogation CCAG PI
Article 1.2.1.2	Article 3.4.3
Article 1.3.1	Articles 3.8 & 2
Article 1.4.3	Article 3.4.1
Article 2.1	Article 4.1
Article 3.2	Article 3.7.2
Article 4.1	Article 13.1.1
Article 4.3	Articles 14.1.1 & 14.1.2 & 14.1.3
Article 8.2.1.2	Article 11.3.2
Article 10.1	Article 28.5
Article 10.1.1	Article 28.2
Article 10.2	Articles 28.1 & 29
Article 10.3	Article 29
Article 11	Article 22
Article 12.2	Article 36
Article 13.3	Article 35.3.1